

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 174, 11 février 2016

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale

• Le point sur l'avant-projet de loi dit « Egalité et citoyenneté ».

France Urbaine ; février 2016. 2 p. @

France urbaine propose une première analyse de l'avant-projet de loi dit « Egalité et citoyenneté », tel que transmis en début d'année par des parlementaires aux associations d'élus. Le texte, qui est actuellement examiné par le Conseil d'Etat pour avis et qui sera l'objet d'une consultation numérique au cours du mois de février, devrait être présenté au Conseil des ministres en mars.

Collectivités territoriales

• Conséquences sur l'investissement public et les services publics de proximité de la baisse des dotations de l'État aux communes et aux Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Contribution de Nicolas Sansu, Député du Cher, Maire de Vierzon, à la suite du refus de vote de la commission d'enquête créée à cet effet. Janvier 2016. 144 p. @

Le député Nicolas Sansu, rapporteur de la Commission d'enquête parlementaire sur l'impact de la baisse des dotations, a publié sur son site de larges extraits de son rapport rejeté par la Commission en décembre.

Au-delà des constats sur les conséquences de cette baisse, le député passe en revue de nombreuses recettes pouvant permettre des économies dans la gestion locale.

• Villes, communautés, départements et régions. Vers quelles synchronisations territoriales ?

J.-P. Balligand ; A. Rossinot ; M. Abadie et al.

Pouvoirs locaux, n° 107, décembre-janvier 2016. pp. 48-99.

En ce début 2016, les changements de périmètres se multiplient : 1 013 communes et intercommunalités se sont rassemblées en 300 communes nouvelles, les intercommunalités s'agrandissent, la nouvelle carte des régions est en place. Il en ressort comme un effet dominos, l'agrandissement du périmètre de l'un se répercutant sur l'échelon suivant. De ce fait, la synchronisation dans le pilotage des politiques publiques doit être effective très rapidement... La conférence territoriale de l'action publique (CTAP) peut être l'outil permettant de construire un modèle de gouvernance territoriale innovant.

En prêt à la documentation

• Grandes communautés : de l'exception à la généralisation ?

Cabinet HJG ADC.

AdCF ; Caisse des Dépôts ; fév. 2016. 64 p. @

L'AdCF et la Caisse des Dépôts ont piloté une étude sur les intercommunalités existantes de plus de 50 communes. Celle-ci analyse les différentes facettes de ces intercommunalités dites « XXL » : gouvernance, planification, management, gestion de proximité. Elle établit un bilan tout en contrastes de ces « géants communautaires ».

Défense des droits

• Rapport 2015 du Défenseur des droits.

Défenseur des droits ; février 2016. 108 p.

Dans son deuxième rapport d'activité annuel, présenté le 4 février dernier, le Défenseur des droits, Jacques Toubon, dresse le bilan de sa première année complète d'activité dans la fonction. Une année 2015 au cours de laquelle ses services auront connu une activité soutenue avec plus de 120 000 demandes d'interventions et de conseils.

Le rapport intégral (chapitrage web) : @

Le rapport version courte (108 p.) : @

Dossier de presse (28 p.) : @

Développement économique

• Rapport au Premier ministre sur l'économie collaborative.

P. Terrasse, député. P. Barbezieux ;

C. Herody [Rapporteurs]

Premier ministre ; février 2016. 94 p.

Ce rapport formule 19 propositions répondant à 4 grands objectifs. D'abord, permettre à l'économie collaborative de libérer tout son potentiel de croissance. Ensuite, garantir le fonctionnement loyal et transparent de ces plateformes, pour les consommateurs et par souci d'équité vis-à-vis des acteurs de l'économie traditionnelle. Troisième objectif : mieux accompagner les parcours professionnels des travailleurs de ce secteur. Le rapport rappelle enfin que les plateformes doivent contribuer, à leur juste mesure, à la solidarité nationale.

Le rapport : @ *La synthèse* : @

Développement territorial

• Territoires et entreprises : initiatives pour des bassins d'emploi mieux organisés.

AdCF ; N. Portier ; O. Crépin. 2016. 28 p. @

Cette étude propose des éléments de réflexion aux décideurs locaux pour mieux organiser leurs bassins d'emploi, travailler à une déclinaison du « Pacte territorial pour la croissance, l'emploi et l'innovation » à l'échelle locale et pour promouvoir des initiatives de mutualisation des compétences dans les territoires. Sept leviers pour améliorer l'organisation des bassins d'emploi sont identifiés et illustrés par des pratiques et initiatives locales.

• Fiscalité locale des énergies renouvelables, un levier incertain de développement local (France).

Maximin Chabrol ; Loïc Grasland.

Cybergeo, [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 770, mis en ligne le 3 février 2016. @

Toute activité économique se traduit par des retombées fiscales pour les collectivités territoriales. La production d'énergie n'échappe pas à cette règle. Cette contribution traite de l'impact du développement des énergies renouvelables sur les finances des collectivités territoriales. Rarement abordée dans le cadre d'une mise en œuvre de la transition énergétique, cette question semble pourtant cruciale dans la mesure où pourraient en dépendre l'état des finances publiques locales et une mobilisation des élus locaux sur la question énergétique.

Vraies et fausses fractures.

M.-C. Jaillot ; M. Vanier ;
F. Dubet ; S. Cordobes et al.
Urbanisme, n° 399,
hiver 2015.



Emploi - Insertion

• Le marché du travail dans les grandes aires urbaines en 2015

Terra Nova ; T. Allaire ; J. Bureau et al.
Février 2016. 71 p. @

Cette étude est le fruit d'une collaboration inédite entre un think tank, Terra Nova, et une entreprise du numérique spécialisée dans la recherche d'emplois en ligne, Jobijoba. Il en résulte un tableau saisissant de la concentration de l'activité dans le cœur des métropoles. Les ville-centre de ces grandes aires urbaines, qui abritent environ un quart de la population de ces ensembles, drainent à elles seules entre 50% et 60% des offres d'emploi en ligne observées en 2015. Et ce alors même que ce sont les couronnes périurbaines qui attirent le plus la population aujourd'hui. Cette domination des ville-centre est également qualitative : plus on s'approche du cœur des métropoles, plus les emplois proposés sont stables et mieux rémunérés.

• Pour un nouveau partenariat Etat-Régions. Un plan de mobilisation Etat-Régions pour l'emploi. Dossier de presse.

Association des régions de France (ARF) ; 2 fév. 2016. 22 p. @

Le Gouvernement et les président(e)s de Région ont décidé de mettre en place un nouveau partenariat pour une mobilisation conjointe contre le chômage, lors d'un séminaire de travail le 2 février dernier. La réussite de ce plan nécessite une clarification des rôles respectifs de l'Etat, des Régions et des partenaires sociaux et une réelle responsabilisation des Régions sur leur cœur de compétence (avec les compensations financières afférentes).

• Rapport de consolidation des PLIE (Plans locaux pour l'insertion et l'emploi).

Alliance Ville Emploi ; 1^{er} février 2016. 104 p. @

Pour la quinzième année consécutive, une consolidation qualitative et quantitative des résultats des Plie a été faite par l'Alliance Villes Emploi et portant sur l'année 2014. Parmi les résultats publiés, sur deux ans, chaque participant d'un PLIE a bénéficié (en moyenne) de 3 étapes d'accompagnement : formation, levée des freins à l'emploi, chantiers d'insertion.

Habitat-Logement

• L'état du mal-logement en France. 20e rapport annuel.

Fondation Abbé Pierre ; janvier 2016. 320 p. @

La Fondation Abbé Pierre publie cette année son 20e rapport et ne s'imaginait pas devoir dresser un aussi dur constat de la situation actuelle. Une occasion de s'interroger sur les blocages structurels, sociaux ou idéologiques, qui produisent aujourd'hui une situation toujours aussi pénible pour plusieurs millions de français, dont plus de 3,5 millions sont mal logés ou même en errance.

Indicateurs

• Mesurer le bien-être et la soutenabilité.

E. Laurent ; Monica Brezzi, Luiz de Mello et al.
Revue de l'OFCE, n° 145, février 2016. 184 p.

« Le double objet de ce numéro est de montrer que les indicateurs de bien-être et de soutenabilité sont parvenus à maturité et qu'ils peuvent désormais non seulement changer notre vision du monde économique mais notre monde économique lui-même ; donner à voir les types de choix qui se présentent aux décideurs privés et publics pour mener à bien ce changement. Les deux parties qui composent ce numéro mettent à cet égard clairement en lumière la question de l'échelle pertinente de la mesure du bien-être et de la soutenabilité. »

Lire plus particulièrement l'article :

• Diagnostics de qualité de vie : prendre en compte les préférences des populations. @

Kim Antunez, Louise Haran et Vivien Roussez.

Innovation

• Innovations de proximité et esprit d'entreprise.

B. Guesnier ; S. Allemand ; B. Laperche et al.
Marché et organisations, n° 25, 1/2016. @

Au sommaire : Décentralisation et innovation : le rôle central du « territoire » ; Le territoire entrepreneurial durable fondements théorique et analyse économique ; Innovation et territoire : l'exemple de Paris-Saclay ; L'isolement des entrepreneurs en milieu rural, et le rôle des réseaux d'entrepreneurs ; Fab Labs : assembler les compétences de la communauté locale pour créer une nouvelle forme d'entreprise : l'artisanat collectif...

• Innovation, région et développement local : le cas de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Alexandre Grondeau ; Cédric Cabanel.
Pouvoirs locaux, n° 107, déc.-janvier 2016. pp. 92-99.

Comment s'organise un système régional d'innovation et les différentes strates qui le constituent ? A partir d'une approche géoéconomique de la région Paca, cette contribution présente la structuration de ce système régional d'innovation composé de territoires très différents et le rôle de la Région qui consiste à rationaliser et homogénéiser l'ensemble du système grâce à différents outils.

Politique de la ville

• La politique de la ville : un cadre rénové, des priorités à préciser. (Tome 2. pp. 299-324.)

In : « Rapport public annuel 2016 ». Cour des Comptes ; février 2016. 696 p.

La Cour des comptes a rendu public, le 10 février, son rapport public annuel. Ce rapport se compose de deux tomes. Le premier expose une sélection d'observations et de recommandations de la Cour et des chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC). Le second présente l'organisation et les missions de la Cour et des CRTC, ainsi que les résultats de leur action et en particulier les suites données aux observations et recommandations formulées antérieurement.

Lire le chapitre concernant la politique de la ville : @
Lire le rapport complet : @

Politiques publiques

• Evaluation des partenariats entre l'Etat (DRJSCS) et les régions en matière de politiques de jeunesse.

Catherine Croiset.
Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports - IGSP
La Documentation française. Janvier 2016 p. 94 p. @

Le présent rapport porte d'une part sur les conditions d'articulation, concernant les actions en faveur de la jeunesse, entre les services de l'Etat à travers la mise en oeuvre du plan Priorité jeunesse, tant au niveau national que régional, d'autre part sur le positionnement respectif de l'Etat et des régions, ainsi que sur les modalités de leur partenariat.

Prévention - Sécurité

• Prévention de la radicalisation. Actes du colloque interministériel.

Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance (SG-CIPD).

Février 2016. 69 p. @

Le 12 novembre dernier, le Gouvernement réunissait pour la première fois les acteurs publics et associatifs pour mettre en commun les méthodes engagées localement pour lutter contre la radicalisation. Deux mois après, les actes de ce séminaire interministériel viennent de paraître.

Rural

• Invisibilité sociale : publics et mécanismes. Les pauvres en milieu rural et notamment les jeunes ruraux et néo-ruraux.

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) ; Ariac. Décembre 2015. 89 p. @

L'objectif de cette étude est de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre dans l'invisibilité de certaines populations rurales mises en évidence par l'étude exploratoire du cabinet FORIS en 2014 : identifier les difficultés vécues par les jeunes ruraux et les néo-ruraux dans leur milieu de vie, appréhender la représentation de l'espace de ces personnes ainsi que la manière dont ces représentations et ces pratiques spatiales impactent leur processus d'entrée dans la vie professionnelle.

• Habiter les territoires ruraux - Comprendre les dynamiques spatiales et sociales à l'œuvre, évaluer les perspectives d'évolution des pratiques de mobilité des ménages.

Marie Huyghe.

Thèse Sciences de l'Homme et de la Société/Aménagement de l'espace et Urbanisme, Université François Rabelais de Tours, 16 novembre 2015 (publication janvier 2016). 464 p. @

Qu'est-ce que le rural aujourd'hui ? Cette recherche analyse les déterminants permettant de comprendre les pratiques spatiales, les relations sociales ou les formes d'appartenance territoriale des ménages. La thèse aborde également la question de l'évolution du dynamisme démographique et économique des territoires. Elle s'intéresse aux usages de mobilité des populations rurales vers des pratiques moins dépendantes de la voiture.

Santé

• L'offre de soin dans les petites villes : dans la difficulté, les maires innovent.

Association des petites villes de France (APVF) ; février 2016. 19 p. @

L'APVF publie une enquête sur la situation de l'offre de soins dans les petites villes et émet des propositions pour renforcer la lutte contre les déserts médicaux : expérimentation des territoires prioritaires de santé, cumul emploi-retraite pour les médecins libéraux, régionalisation de l'internat, attention particulière à l'importance des soins de proximité dans les futurs projets médicaux partagés et à la place des élus dans les groupements hospitaliers de territoire.

• Pour l'avenir de la santé. De la grande consultation aux propositions.

Conseil national de l'Ordre des médecins. 2016. 56 p. @

Ce document est le résultat de la "grande consultation" qui a duré quatre mois et mobilisé près de 35 000 médecins à l'automne 2015. Il propose notamment une "simplification de l'organisation territoriale des soins" fondée sur un "bassin de proximité santé" regroupé autour d'une structure hospitalière de recours.

Urbain

• La ville de demain : mise en perspective.

Fondation Palladio ; Gilbert Emont.

Les Cahiers Palladio, n° 75, 1^{er} trimestre 2016. pp. 57-69.

Cet article met en perspective les réflexions du cycle 2015 de l'Institut Palladio sur le thème des valeurs de la ville de demain et des interrogations que cela suscite : sur quelle nouvelle valeur la ville de demain se construira-t-elle ? Quelle nouvelle urbanité émerge dans un espace urbain aux limites estompées et à l'espace-temps redimensionné ? Quelles novations une société plus durable ne manquera-t-elle pas d'imprimer à la Ville de demain ?...

[Lire l'article](#) : @ [Lire les Actes](#) : @

• Audit urbain. Enquête sur la perception de la qualité de vie dans 79 villes européennes. (Quality of Life in European Cities)

Commission européenne ; janvier 2016. 172 p. @

Cette enquête, réalisée en juin 2015 dans 79 villes, évalue la perception de la qualité de vie par les habitants, notamment dans les 28 États membres de l'Union européenne, ainsi qu'en Islande, en Norvège, en Suisse et en Turquie. L'enquête aborde une série de sujets, comme l'emploi, l'environnement, le logement, les transports, la culture, les services urbains et l'immigration.

Focus Territoires

• Atlas Grande Région Est. Synthèse en 10 cartes.

ADUAN ; AGURAM ; Sillon lorrain. 2015. 16 p. @

• Prospective Vallée de la Seine 2040.

Le champ des possibles ; l'analyse systémique ; scénarios et stratégies ; quantification des stratégies.

STRATYS ; CCI Normandie ; DREAL Normandie ; AURBSE ; AURH. 2015. @

• Combattre les inégalités socio-spatiales en Provence-Alpes-Côte d'Azur en changeant de modèle.

Philippe Langevin.

Séminaire du 8 juin 2015. « L'action publique face à l'accentuation des inégalités socio-spatiales en Provence-Alpes-Côte d'Azur ». Publié le 21 janvier 2016. @

Actualité législative et parlementaire

• Arrêté du 9 février 2016 portant organisation des directions, des sous-directions, du secrétariat général, des pôles du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). @

• Décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020. @

• Décret n° 2016-102 du 2 février 2016 relatif aux conventions de mise à disposition de fonctionnaires ou d'agents contractuels territoriaux auprès de personnes morales qui participent aux maisons de services au public ou qui les gèrent. @

• Arrêté du 15 janvier 2016 fixant la liste des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques prévue à l'article 1er du décret n° 2005-816 du 18 juillet 2005. @

• Arrêté du 20 janvier 2016 portant approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public dénommé "Réinsertion et citoyenneté" [SGCIPD - Epidej]. @

• Arrêté du 14 janvier 2016 fixant le montant de l'aide financière aux structures de l'insertion par l'activité économique (IAE). @

• Décret n° 2016-74 du 29 janvier 2016 relatif au diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social et modifiant le code de l'action sociale et des familles. @

• Instruction n° SG/2016/14 du 8 janvier 2016 [publiée le 2 février 2016] relative au cadre d'intervention des agences régionales de santé (ARS) s'agissant des phénomènes de radicalisation @

• Avis de Mme Monique Iborra au nom de la commission des Affaires sociales (Assemblée nationale) sur le projet de loi adopté par le Sénat, portant nouvelle organisation territoriale de la République. (2 février 2016). 39 p. [Auditions : DGEFP ; AdCF ; Acuf ; AMGVF]. @

• Proposition de loi du 5 février 2016 (Sénat, Philippe Kaltenbach) tendant à créer une collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution pour la métropole de Paris intégrant les départements de la petite couronne. @

Outils

• Blog « Ville inclusive » @

Après le blog « Temps & modes de vie » qui permet de suivre les réflexions et les actions qui s'attachent à mesurer et à prendre en compte les perceptions, attentes et modes de vie des usagers », Grand Lyon Métropole (Millénaire 3) ouvre le nouveau blog de la prospective sur la Ville inclusive.